



## La «mort cérébrale» de l'OTAN

Par [Gabrielle Lefèvre](#)

Mondialisation.ca, 13 décembre 2019

[Entre les lignes](#) 3 décembre 2019

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Pour une fois, le président français Macron n'a pas vraiment tort lorsqu'il dit que l'OTAN est en état de mort cérébrale. 70 ans après sa création, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord s'ancre en effet dans un statu quo léthargique et reste sur une vision datant de la dernière guerre froide tout en coûtant très cher pour ne servir que les intérêts stratégiques et économiques des États-Unis et ceux des industries de l'armement. L'OTAN ne protège pas des populations mais mène des guerres chaudes ou froides, pas seulement contre la Russie mais aussi contre la Chine et toujours pour les intérêts des USA et surtout pour leur approvisionnement en énergies fossiles.

La plupart des dirigeants européens suivent cette ligne, en opposition aux vœux d'une partie de plus en plus importante de la population européenne qui s'aligne, elle, sur une vision pacifiste résumée ici par ATTAC Allemagne :

« L'un des principaux défis pour une politique émancipatrice est de s'opposer à la militarisation et à la politique de grande puissance. Surtout du point de vue des pays du Sud, la militarisation et le comportement de grande puissance représentent la continuation de 500 ans de colonialisme et d'impérialisme. En même temps, ces politiques absorbent les ressources politiques, financières et intellectuelles nécessaires pour résoudre les problèmes environnementaux et pour éradiquer la pauvreté. En aucun cas une politique émancipatrice ne doit prendre parti dans la controverse entre d'une part l'OTAN/USA, d'autre part l'indépendance militaire de l'UE. Il faut lutter, au-delà de la peste et du choléra, pour un ordre mondial démocratique, pour la coopération internationale, la détente, la résolution politique des conflits, la paix et le désarmement, y compris pour un ordre de paix pan-européen, de Lisbonne à Vladivostok. »

40 ans d'infos pour la paix

Voilà une vision à secouer les stéréotypes anti russes et anti chinois que la propagande militariste martèle dans nos cerveaux. La mort cérébrale n'est pas pour nous ! La preuve : un jour et demi de colloque sur, notamment, le bien-fondé ou non de l'idée d'une défense européenne, organisé à l'occasion des 40 ans du GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité). L'âge de cette association n'a en rien entamé l'ardeur de ces pacifistes qui ont contribué avec une grande rigueur scientifique à informer la population sur les enjeux des politiques de défense, sur la guerre froide, sur les armements et leur évolution technologique.

Le titre générique de ces conférences était « La recherche pour la paix et le désarmement, un bien commun à promouvoir » : tout le travail de Bernard Adam, fondateur de ce groupe de recherche il y quarante ans, au moment où le monde pacifiste et plus particulièrement le

Mouvement Chrétien pour la Paix avait besoin d'analyses et d'études des faits afin d'informer l'opinion publique et le monde politique lui-même. Un travail qui a abouti sur une Charte par laquelle le GRIP s'engage à soutenir le multilatéralisme, les Nations Unies, le droit international en vue de la recherche d'une sécurité globale et commune grâce à la coopération entre les Etats, la solidarité avec les pays moins développés, le dialogue nord-Sud et les droits humains. Une Charte toujours très actuelle à laquelle il suffirait d'ajouter le coût écologique des armements pour associer le grand combat contre le réchauffement climatique.

Et l'actualité est angoissante ! Il y a quarante ans, la population se mobilisait contre les missiles américains et soviétiques capables de déclencher une guerre nucléaire totale, à présent nous vivons une nouvelle crise avec le retrait des Etats-Unis du Traité sur les Forces Nucléaires à portée intermédiaire, ce qui provoqua le retrait de la Russie et une nouvelle guerre froide faite de menaces entre USA et Russie dont les armes nucléaires sont encore plus puissantes et plus rapides qu'avant... Sauf que nous ne sommes pas certains que la Russie - en conjoncture économique plutôt mauvaise - dispose des moyens pour relancer la course aux armements, note Bernard Adam.

### Maintenir la paix par l'ONU

Le GRIP anime aussi l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix, qui étudie - en français - les missions des Nations Unies pour le maintien de la paix un peu partout dans le monde, les célèbres « casques bleus ». Très contestés ces derniers temps dans l'est de la république démocratique du Congo car ils n'ont pu empêcher des massacres à l'encontre de villageois désarmés, ces casques bleus dépendent des politiques menées par le Conseil de sécurité et l'on sait que celles-ci ne correspondent pas toujours avec le souhait d'une protection des populations et des droits humains. De plus, les guerres asymétriques se multiplient et les casques bleus sont devenus eux-mêmes des cibles. Le nombre de morts dans leurs rangs augmente sans cesse. Les Nations Unies ont donc revu les missions de ces troupes internationales qui peuvent à présent défendre leur mandat et donc riposter aux attaques, en plus d'exercer la légitimité défense, et elles peuvent modeler leurs interventions selon qu'elles se trouvent face à des agresseurs ou des agressés... Avec le risque d'être perçues comme partie à un conflit. Et pour mieux inspirer la confiance, ces troupes intègrent de plus en plus de femmes, qui peuvent mieux dialoguer avec les victimes féminines des conflits.

Reste que le meilleur moyen d'éviter les violences, en Afrique comme ailleurs dans le monde, est bien le développement économique et social pour le bien de tous, ce qui suppose la fin des régimes corrompus et dictatoriaux. L'exemple du prix Nobel de la Paix octroyé au Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed pour son action en faveur de la paix et de la coopération internationale est très encourageant. Il est significatif que le premier voyage hors Union européenne de la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, se fasse en Ethiopie où elle a rencontré la présidente de l'Ethiopie, Mme Sahle-Work Zewde, seule femme à la tête d'un pays africain, son Premier ministre Abiy Ahmed et M. Moussa Faki, le représentant de l'Union Africaine. Espérons que Mme von der Leyen ne se contente pas de proposer des accords commerciaux de libre échange mais une véritable coopération économique (durable et soutenable) et politique avec les pays africains et l'Europe.

Quelle défense européenne ?

Le débat sur le thème « pourquoi une défense européenne » fut passionnant et d'une actualité brûlante si l'on considère les divergences entre le président français Macron et la plupart des autres pays européens par rapport à l'OTAN, le poids de l'industrie française de l'armement et son statut de puissance nucléaire. Divers conférenciers l'ont souligné : l'Europe marche à l'envers : elle ne se constitue pas en force politique avant de bâtir sa défense ! Sans doute parce qu'elle reste avant tout une entité économique, d'ailleurs déchirée par la concurrence entre les Etats. Chacun perçoit la menace guerrière différemment mais on note une constante dans les sondages : la majorité des Européens ne se sent pas menacée extérieurement, malgré les rodomontades de l'OTAN, l'annexion de la Crimée, le terrorisme.

Alors, comment construire une politique de défense contre des menaces pas très bien identifiées ? Certains pays parlent de mutualisation des moyens de défense afin de dépenser moins, d'autres parlent d'autonomie stratégique des Etats contre toutes les menaces au risque de duplicatas, de concurrence entre les entreprises et de rupture avec les Etats-Unis. D'autres encore ne jurent que par les Etats-Unis et l'OTAN.

Pour l'instant, on assiste plutôt à des investissements dans l'industrie de l'armement sans disposer d'une politique de défense européenne. Car nous avons une coopération structurelle permanente, des projets capacitaires communs, une coordination de la planification militaire... Et tout récemment un Fonds européen de la défense doté d'un budget de 13 milliards d'euros afin de financer la recherche et le développement de projets communs en équipements militaires. Ce Fonds sera géré selon la méthode communautaire, donc, pas par les Etats, et par le budget de tous les citoyens européens. Cela ressemble bien à une nouvelle étape dans le processus d'intégration européenne. Mais celui-ci visait la paix par l'entente et les relations commerciales entre Etats et pas nécessairement par un projet militariste qui relevait de l'OTAN. Cela promet des débats parlementaires houleux pour autant que le Parlement européen puisse contrôler ces dépenses !

De plus, remarque la conférencière Laetitia Sedou (ENAAT), s'agira-t-il d'une sorte de fonds de cohésion bis pour le militaire ? Quelle sera la transparence dans l'attribution de ces fonds alors qu'on est dans le domaine du « secret défense » ? Cela va-t-il vraiment servir à la prévention des conflits alors que nous sommes en plein dans le développement de technologies controversées, comme l'intelligence artificielle ou les nanotechnologies, sans le moindre cadre politique... Et puisque l'Europe veut soutenir la compétitivité des entreprises, cela ne va-t-il pas exacerber la course aux armements ?

On assiste, dit-elle, à une militarisation accrue du projet européen : depuis 2016, apparaissent des lignes budgétaires pour l'industrie de l'armement, vue comme une industrie banale, on développe les compétences et le personnel qualifié pour les fonctions militaires, on accorde des facilités de déplacement et d'infrastructures à usage militaire, la gestion des frontières extérieures de l'Europe est de plus en plus militarisée, avec les fonds de développement, on arme des policiers et des militaires de pays tiers. Alors, l'Europe prépare-t-elle la guerre ou veut-elle défendre la paix ?

La conférence du GRIP se clôture sur cette sage parole de l'économiste suédois Gunnar Myrdal, qui fut président du SIPRI : « Le monde se portera mieux s'il est moins armé. »

Gabrielle Lefèvre

- Attac Allemagne Groupe de projet sur l'EuropeUE : nouveaux dirigeants, anciens problèmes. Sur la situation de l'UE au moment de l'entrée en fonction de la nouvelle Commission européenne. 1er décembre 2019.
- <https://www.entreeslignes.be/le-cercle/pierre-galand/la-belgique-doit-agir-pour-la-paix>
- <https://www.grip.org/fr/node/2290>
- <https://www.sipri.org/about>

Sur le même sujet, dans entreeslignes.be :

- <https://www.entreeslignes.be/humeurs/les-indign%C3%A9s/armes-nucl%C3%A9aires-la-grande-menace>
- <https://www.entreeslignes.be/humeurs/zooms-curieux/non-aux-bombes-nucl%C3%A9aires>
- <https://www.entreeslignes.be/le-cercle/pierre-galand/arme-nucl%C3%A9aires-la-belgique-doit-agir-d%E2%80%99urgence-%C3%A0-l%E2%80%99onu>
- <https://www.entreeslignes.be/humeurs/zooms-curieux/la-paix-plut%C3%B4t-que-la-terreur-nucl%C3%A9aire>
- <https://www.entreeslignes.be/humeurs/l-tu-lululu/les-armes-mortel-business>
- <https://www.entreeslignes.be/humeurs/zooms-curieux/le-nucl%C3%A9aire-p%C3%A9ril-leu-se-arme-diplomatique>
- <https://www.entreeslignes.be/humeurs/zooms-curieux/le-pacifisme-n%E2%80%99est-pas-mort>

La source originale de cet article est [Entre les lignes](#)  
 Copyright © [Gabrielle Lefèvre](#), [Entre les lignes](#), 2019

Articles Par : [Gabrielle Lefèvre](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)